

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

POUVOIR ADJUDICATEUR

L'Etat représenté par Monsieur le directeur des territoires et de la mer par délégation de Monsieur le préfet du Gard.

Nom de l'organisme : DDTM 30 - Service eau et risques

Point de contact : unité GeFiPA

Adresse : 89, rue Weber 30907 Nîmes cedex 2

marine.macheffe@gard.gouv.fr au 04 66 62 62 73

OBJET DU MARCHÉ

Marché de démolition de biens expropriés et mise en sécurité des parcelles d'implantations .

Type de marché : démolitions et désamiantage

Classification CPV : démolition 45111100-9 / désamiantage 45262660-5

Lieux de livraison : communes de Dions, Saint Chaptes, La Calmette et Sauzet (département du Gard)

L'avis implique : un marché public.

CARACTERISTIQUES PRINCIPALES

La présente consultation concerne le désamiantage, la démolition et la mise en sécurité de 10 biens à usage d'habitations. Il est prévu l'allotissement suivant :

- **lot n°1** : démolitions de 4 biens expropriés sur les communes de Dions et de Saint-Chaptes. Il s'agit de biens qui constituaient des habitations principales, leur surface est donc plus conséquente (entre 70 et 300 m²), dont 2 tranches optionnelles d'un bien chacune
- **lot n°2** : démolitions de 6 biens expropriés sur les communes de Dions, Saint-Chaptes, La Calmette et Sauzet. Il s'agit de biens qui constituaient des "habitations " de loisirs, de petites surfaces (entre 20 et 30 m²) et sans réseau hormis la présence de forages

Acceptation des variantes : non

CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

Modalités essentielles de financement et de paiement et / ou références aux textes qui les réglementent :

- origine du financement : 100% Etat
- une avance peut être accordée au titulaire selon les conditions fixées dans le cahier des charges,
- les prix seront fermes,
- les comptes seront réglés sous la forme de décomptes,
- le délai global de paiement du règlement des comptes sera fixé à 30 jours ;

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :

- nature de l'attributaire, le marché sera conclu :
 - soit avec un prestataire unique,
 - soit avec des prestataires groupés solidaires.
- chaque candidat ne pourra remettre, pour la présente consultation, qu'une seule offre en agissant en qualité soit de candidat individuel, soit de membre d'un groupement.

CONDITIONS DE PARTICIPATION

Les éléments demandés ci-dessous sont rappelés et précisés dans le DUME acheteur mis à disposition sous la plateforme PLACE.

Situation juridique - références requises :

- les documents et renseignements qui rendent recevables les candidatures en application des articles R.2143-5 à R.2143-12 et R.2143-16 du Code de la Commande Publique, à cet effet le candidat pourra utiliser le formulaire DUME

(article R2143-3 du code de la commande publique) qui remplace les formulaires DC1 et DC2, ce formulaire est directement accessible sur PLACE. Pour rappel, il est possible de préparer sa candidature DUME à l'avance car l'enregistrement brouillon est possible. Un mode opératoire est disponible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseGuide&Aide>

- la forme juridique du candidat,
- en cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire,
- les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché.

Capacité économique et financière - références requises :

- une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles,
- une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels,
- des bilans ou extraits de bilans, concernant les 3 dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

Référence professionnelle et capacité technique - références requises :

A - Expérience :

La présentation d'une liste des principales fournitures livrées au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Cette présentation pourra être accompagnée d'attestations de l'acheteur.

B - Capacités professionnelles :

- l'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché,
- la preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat,
- la preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat,
- des certificats établis par des services chargés du contrôle de la qualité et de gestion environnementale et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques. Le pouvoir adjudicateur acceptera toutefois d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés.

C - Capacités techniques :

- une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années,
- une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature,
- une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des normes de gestion environnementale et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

VISITE OBLIGATOIRE

Toute entreprise souhaitant répondre à la présente consultation doit obligatoirement effectuer une visite des lieux des travaux avant la remise de son offre. Une attestation de visite sera remise à l'issue de celle-ci.

Voir modalités dans le règlement de consultation.

DUREE DU MARCHE

Le délai d'exécution des travaux est **de 8 mois pour le lot 1 et de 3 mois pour le lot 2**, à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Le délai de 8 mois du lot 1 correspond à la totalité de ses prestations prévues hors période éventuelle d'affermissement des tranches optionnelles.

CRITERES D'ATTRIBUTION

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

- le prix des prestations : 50 %,
- la valeur technique au regard du mémoire technique proposé par le candidat : 50 %,

PROCEDURES

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : lundi 6 octobre 2025 à 16h00

Délai minimum de validité des offres : 90 jours, à compter de la date limite de réception des offres.

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur : DDTM30-SRCF-GFPA-démolitions-expro

Autres informations :

- les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que tous les documents de présentation associés. Dans le cas où les candidatures, les offres et tous les documents associés seraient issus d'une traduction en français, celle-ci sera certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté,
- unité monétaire utilisée, l'euro ;

Modalités d'ouverture des offres :

- personnes autorisées à assister à l'ouverture des offres : non,
- l'ouverture des plis n'est pas publique.

Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires :

- le mode de retrait du dossier de consultation ne conditionne pas le choix du mode de transmission de l'offre ;

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

- si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique ou sur support matériel, par le maître de l'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres. Les autres documents sont retournés au candidat sans être ouverts,
- si plusieurs offres électroniques sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, L'offre rejetée est effacée des fichiers du pouvoir adjudicateur sans avoir été lue. Le candidat en est informé,
- la copie de sauvegarde, prévue à l'article R.2132-11 du code de la Commande Publique doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "copie de sauvegarde",
- les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte. Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les candidatures ou les offres seront réputées n'avoir jamais été reçues,
- le pouvoir adjudicateur souhaite la transmission des offres sous forme papier,
- les offres transmises par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique "DDTM30-SRCF-GFPA-démolitions-expro", le seront suivant les modalités précisées dans le règlement de la consultation.

PROCEDURES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Nom de l'organisme : Tribunal administratif de Nîmes,

Adresse : 16, avenue Feuchère

Code postal : 30000 Ville : Nîmes

FRANCE

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- référé précontractuel : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L551-1 du Code de Justice Administrative),
- référé contractuel : 31 jours à compter de la date de publication de l'avis d'attribution du marché (article L551-13 à L551-23 et R551-1 à R551-9 du code de Justice Administrative),
- recours pour excès de pouvoir : dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet (articles R421-1 à R421-3 du code de Justice Administrative),
- recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.

DATE D'ENVOI DU PRESENT AVIS A LA PUBLICATION : 29 août 2025